



## Déclaration liminaire unitaire au CTL du 15 mars 2013

Le CTL de ce 15 mars 2013 se tient après une première réunion boycottée par l'ensemble des organisations syndicales et alors que les mauvaises nouvelles ne cessent de s'accumuler sur les agents des finances publiques avec notamment :

- les suppressions d'emplois (lesquelles se poursuivent sur un rythme comparable à celles de la RGPP : 2 départs à la retraite sur 3 non remplacés),
- les coupes dans les frais de fonctionnement,
- la réduction du volume de promotions internes,
- la dégradation des conditions de travail dues à ces baisses répétées de moyens et à la hausse de la charge de travail,
- l'absence de perspective en matière de rémunération ou plus largement d'amélioration des droits sociaux,
- le risque d'une harmonisation par le bas de certains droits et de certaines règles sur l'impact de décisions « fonction publique ».

Le sentiment que les agents de la DGFIP sont sacrifiés est patent. En témoigne surtout la baisse drastique des moyens humains et financiers alloués à la DGFIP et en particulier à la DRFiP 87. Ce sentiment est accentué par les idées fausses colportées sur les agents de notre administration.

La question des moyens est donc un point incontournable de ce CTL.

Ce CTL doit aborder également la question de la « démarche stratégique » initiée par la Direction générale sur orientation ministérielle. Mais là encore, cette démarche stratégique s'inscrit délibérément dans un cadre budgétaire contraint. Or, en matière d'orientation des missions, il s'agit avant tout de savoir quel est le sens de cette démarche stratégique. Nous aimerions connaître le nombre de réponses sur lesquelles s'appuie le pseudo-bilan qui a été communiqué aux agents ?

Pour les syndicats de la DGFIP, les agents et les missions ont avant tout besoin d'unité, de stabilité et de moyens supplémentaires humains et financiers. La spécificité de la DGFIP est bien réelle. Administration centrale à réseau déconcentré, au rôle économique et social essentiel, elle constitue une administration prioritaire.

Réduire les moyens, enregistrer des reculs et ignorer les revendications des agents en matière d'emplois, de rémunération, de plan de qualification et de conditions de travail ne peut que vider et rendre stérile tout dialogue social. Cette pratique met en danger tant les missions de la DGFIP que les conditions de travail des agents.

Suppressions de postes, postes gelés:

des services qui en sont à travailler dans l'extrême urgence pour finir par conclure qu'il est trop tard.

Recrudescence des incivilités et des agressions.

Réalisation des missions de plus en plus compliquées ? Stress, souffrance et détresse des personnels, mauvaise ambiance dans les services.

Concentration et restructuration pour répondre aux manques d'emplois.

Absence de moyens donnés pour la réalisation de la révision foncière, d'où prélèvement de personnels dans les autres services qui eux-mêmes se retrouvent encore plus en difficultés

Provocation des agents avec la démagogie du questionnaire agents dans le cadre de la demande stratégique sur le devenir des métiers.

Et toujours la même lancinante question: pourquoi faire simple quand on peut faire tellement compliqué !

Pour toutes ces raisons, les organisations syndicales du CTL se prononcent CONTRE votre projet de budget de régression.